



## Sortie du rapport annuel de la BRI

Dans son Rapport annuel publié le 29 juin 2014, la BRI souligne que « Les politiques publiques doivent trouver une nouvelle boussole pour aider l'économie mondiale à sortir de l'ombre de la Grande Crise financière ». Dans son analyse économique de l'année écoulée, la BRI invite à ajuster la panoplie des instruments et les cadres d'action des pouvoirs publics afin de rétablir une croissance économique durable et équilibrée. Pour l'institution bâloise, qui est en quelque sorte la banque centrale des banques centrales, un changement de paradigme est aujourd'hui nécessaire : « Pour restaurer une croissance durable et équilibrée, les politiques publiques doivent dépasser l'horizon du cycle économique, au cœur de l'analyse traditionnelle, pour se placer dans une perspective à plus long terme, centrée sur le cycle financier. (...) La seule source de prospérité durable réside dans le renforcement de l'offre. Il est indispensable de renoncer à faire de la dette le moteur principal de la croissance », déclare la BRI.

[http://www.bis.org/publ/arpdf/ar2014\\_ov\\_fr.htm](http://www.bis.org/publ/arpdf/ar2014_ov_fr.htm)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 juillet 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Les dernières informations indiquent que la reprise modérée de l'économie de la zone euro s'est poursuivie au deuxième trimestre, avec des taux d'inflation bas et une faible croissance de la monnaie et du crédit. Dans le même temps, les anticipations d'inflation à moyen et à long terme pour la zone euro restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. La combinaison de mesures de politique monétaire annoncées le mois dernier a déjà conduit à un nouvel assouplissement de l'orientation de la politique monétaire. Les opérations monétaires qui doivent avoir lieu au cours des prochains mois renforceront cette orientation accommodante et soutiendront l'activité de prêt bancaire. À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux inférieurs à mais plus proches de 2 %. S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. En outre, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de continuer à répondre aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation. Nous sommes fermement déterminés à maintenir l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et à long terme. »

#### 2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,6 % en mai 2014, stable comparé à avril 2014, mais en baisse par rapport au taux de 12,0 % de mai 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,3 % en mai 2014, en baisse par rapport au taux de 10,4 % d'avril 2014 et à celui de 10,9 % de mai 2013. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en mai 2014, 25,184 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,552 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 63 000 dans l'UE28 et de 28 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2013, le chômage a baissé de 1,361 million de personnes dans l'UE28 et de 636 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,7 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'à Malte (5,7 %), et les plus élevés en Grèce (26,8 % en mars 2014) et en Espagne (25,1 %).

### Actualités législatives

#### Publications au Journal Officiel

Décret n° 2014-737 du 30 juin 2014 relatif à l'Observatoire de l'inclusion bancaire

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029168432&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Décret n° 2014-738 du 30 juin 2014 relatif à l'offre spécifique de nature à limiter les frais en cas d'incident

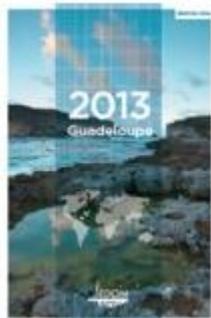
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029168451&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Décret n° 2014-739 du 30 juin 2014 relatif à l'information préalable du consommateur en matière de frais bancaires

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029168464&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

## SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

### Publication du rapport annuel 2013 de l'IEDOM, fascicule Guadeloupe



Le rapport annuel 2013 (édition 2014) de l'IEDOM a été présenté à la presse le 20 juin 2014 lors d'une conférence commune avec l'INSEE. Ce rapport présente les caractéristiques structurelles de l'île et dresse un panorama de son économie, avant de détailler les secteurs d'activité et l'évolution monétaire et financière pour l'année 2013.

Après l'essoufflement de l'activité en 2012, qui a limité les ressorts d'une consolidation rapide de la sortie de crise, l'année 2013 montre de timides signes de redressement à partir du deuxième semestre. Néanmoins, le bilan reste contrasté et les acteurs publics et privés peinent à identifier les nouveaux leviers d'une croissance solide et créatrice d'emploi. Les différents indicateurs portent la marque d'un environnement économique changeant et fragile, caractérisé par des tensions persistantes sur le marché du travail et un essoufflement de la consommation, malgré le contexte peu inflationniste. Tous les secteurs d'activité ne bénéficient pas de l'amélioration observée en fin d'année et le BTP en particulier reste en souffrance.

Au regard de cette évolution, l'activité bancaire révèle les difficultés et les inquiétudes des acteurs locaux. Les financements des entreprises progressent peu et la stagnation des crédits à la consommation des ménages reflètent le ralentissement de la demande. Comme en 2012, la progression des actifs financiers collectés traduit l'attentisme des agents. Ce rapport est téléchargeable librement sur le site de l'IEDOM (<http://www.iedom.fr>).

### Une reprise de l'activité de financement aux entreprises et une bonne orientation des actifs financiers à Saint-Martin à fin mars 2014

L'encours des crédits sains octroyés à la clientèle de Saint-Martin renoue avec une croissance positive en début d'année (+1,3 % sur trois mois après -7,0 % à fin décembre 2013) pour atteindre 197,4 millions €. L'encours détenu par les entreprises connaît une embellie (+4,2 % contre -14,9 % à fin 2013), tandis que les financements consentis aux ménages continuent de diminuer (-0,7 % après -0,5 % à fin 2013). La collecte d'épargne est dynamique au premier trimestre 2014 : l'encours s'établit à 303,8 millions € et croît de 5,3 % sur trois mois (-0,9 % le trimestre précédent). Cette augmentation est plus forte pour les entreprises (+8,7 %) que pour les ménages (+4,4 %).

### Une légère augmentation de l'activité de financement et une croissance dynamique des actifs financiers à Saint-Barthélemy à fin mars 2014

Les crédits sains octroyés à la clientèle de Saint-Barthélemy, qui s'élèvent à 218,7 millions €, continuent d'augmenter mais à moindre vitesse (+1,2 % sur trois mois après +2,3 % à fin décembre 2013). Cette hausse est davantage liée aux entreprises (+3,2 % sur trois mois après +1,3 % à fin décembre 2013) qu'aux ménages (+0,7 % contre +2,3 % à fin 2013). La collecte d'épargne s'établit à 544,4 millions € à fin mars 2014 et reste dynamique sur le trimestre (+6,9 %). Cette hausse, similaire à celle du trimestre précédent (+6,8 %), est davantage marquée pour les entreprises (+14,1 %) que pour les ménages (+3,6 %).

### Les dernières publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier les notes « Tendances conjoncturelles au 1er trimestre 2014 », « Evolution monétaire à la Guadeloupe au 31 mars 2014 », téléchargeables librement sur le site <http://www.iedom.fr>

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Mobilisation de l'Etat et des collectivités territoriales contre le chikungunya

Le 13 juin 2014, la préfète du département, le président de région, le vice-président du conseil général et le président de l'Agence régionale de santé, se sont réunis pour le lancement d'une campagne de communication de grande ampleur. L'importance de coordonner les moyens de lutte contre le chikungunya a été soulignée. Selon l'Insee, en 2006, l'épidémie de chikungunya sur l'île de la Réunion a particulièrement impacté le secteur du tourisme, qui a enregistré une baisse de 30 % du nombre de touristes et de 8 % des emplois salariés directement liés au secteur. Néanmoins, l'impact sur l'économie a été limité : le PIB a progressé de 4 % en volume en 2006 et enregistre une baisse de 0,9 points par rapport à 2005.

### Organisation d'ateliers régionaux pour faciliter l'accès aux marchés publics

Au cours du mois de juin 2014, la Région Guadeloupe a organisé des ateliers à destination des artisans et des chefs d'entreprises des TPE et PME. L'objectif de ces ateliers était d'apporter des renseignements relatifs à l'accès aux marchés publics. Les entreprises locales ne font souvent pas acte de candidature et réalisent une majorité de leurs travaux en sous-traitance. La région souhaite ainsi que les entreprises guadeloupéennes soient mieux informées et que la commande publique leur bénéficie davantage.

## Un nouveau terminal régional à l'aéroport Pôle Caraïbe

Le 27 juin 2014, Colette Koury, présidente de la Chambre de commerce et d'industrie des îles de Guadeloupe (CCI-IG), a inauguré le nouveau terminal régional de l'aéroport en présence de nombreuses personnalités politiques et économiques de la Guadeloupe. Le chantier aura duré 14 mois et coûté 24 millions €. Ce nouveau terminal va permettre d'accroître les échanges commerciaux et touristiques avec la Caraïbe.

## Evolution des prix des biens et services dans les Antilles-Guyane (1998-2013)

Le 10 juin 2014, Jean-Eric Place, chef du service régional de l'Insee, et Delile Diman Anténor, vice présidente de l'Observatoire des prix, ont organisé une conférence de presse à Basse-Terre. Le thème de cette conférence était l'évolution des prix des biens et services dans les Antilles-Guyane et dans l'hexagone sur une période de 15 ans, de 1998 à 2013. En Guadeloupe, l'inflation moyenne annuelle (+1,8 %) est proche de celle de l'hexagone (+1,7 %). Le poste de dépenses qui a le plus augmenté en 15 ans est celui de l'énergie : +66 % en Guadeloupe, contre +80 % en métropole. Les prix des biens alimentaires ont évolué de la même façon en Guadeloupe qu'en France métropolitaine, de +2 % par an en moyenne.

## Jean-Claude Lombion, nouveau président des maires

Le 14 juin 2014, Jean-Claude Lombion, maire de Morne-à-l'Eau, a été élu président de l'Association des maires de Guadeloupe. Il succède à René Noël.

# ACTUALITÉ RÉGIONALE

## Inauguration de deux réservoirs d'eau à Saint-Martin

Le 25 juin 2014, les deux réservoirs du Mont des Accords (d'une capacité de 1000 m<sup>3</sup> chacun) ont été inaugurés. Construits sur les hauteurs de Concordia, ces deux réservoirs augmentent la capacité de stockage et vont permettre d'assurer une pression suffisante sur le secteur oriental de l'île. Le chantier aura duré 4 ans et coûté 5,9 millions €. L'Europe aura participé au financement à hauteur de 51 %, l'État à 29 % et l'établissement des eaux à Saint Martin (EEASM) à 20 %.

## Demande d'habilitation pour adapter le RSA à Saint-Martin

Le 26 juin 2014, le conseil territorial a voté en faveur d'une demande d'habilitation du Revenu de solidarité active (RSA) à Saint-Martin. Depuis l'entrée en vigueur du RSA, le nombre de bénéficiaires n'a cessé d'augmenter à Saint-Martin où 3 325 personnes en bénéficient, soit 9 % de la population. Le RSA représente 60 % des dépenses sociales et 12 % du budget total du fonctionnement de la Collectivité. L'objectif de cette demande d'habilitation est d'adapter localement le calcul et les conditions d'attributions du RSA.

## Compenser le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) dans les îles du Nord

Daniel Gibbs, député des îles du Nord, et Jean-Claude Fruteau, député de la Réunion, ont cosigné fin juin 2014 un rapport contenant sept propositions visant à restaurer les marges et la compétitivité des entreprises ultra-marines. Pour les collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, Daniel Gibbs propose d'instaurer, en accord avec l'Etat, des schémas de développement économiques permettant de compenser le manque à gagner lié au Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). En effet, dotées de leur propre système fiscal, les collectivités de Saint-Barthélemy et Saint-Martin ne peuvent en bénéficier. Des mesures compensatoires comme des allègements sociaux ont alors été proposées.

# PRINCIPAUX INDICATEURS

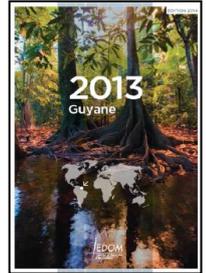
| INDICATEURS DE REFERENCE                             |  |                              |      |      | Données brutes  | Variation mensuelle | Glissement annuel  |
|--|--|------------------------------|------|------|-----------------|---------------------|--------------------|
| <b>Prix</b><br>(Source : Insee)                      | Indice des prix à la consommation<br>(base 100 en 1998)                                  | Guadeloupe<br>France entière | Mai  | 2014 | 129,4<br>128,2  | -0,2 %<br>0,0 %     | 0,2 %<br>0,7 %     |
| <b>Demandeurs d'emploi</b><br>(Source : Dieccte)     | Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)<br>(données CVS)                                  |                              | Mai  | 2014 | 61 100          | -0,5 %              | 0,6 %              |
| <b>Commerce extérieur</b><br>(Source : Douanes)      | Exportations (en cumul - millions d'euros)<br>Importations (en cumul - millions d'euros) |                              | Mai  | 2014 | 83,2<br>1 029,4 | -<br>-              | -39,7 %<br>-10,8 % |
| <b>Créations d'entreprises</b><br>(Source : Insee)   | Nombre d'entreprises créées<br>(hors auto-entreprises)                                   |                              | Mai  | 2014 | 373<br>1 795    | 16,6 %<br>-         | 9,4 %<br>-6,9 %    |
| <b>Vulnérabilité des ménages</b><br>(Source : Jedom) | Personnes physiques en interdiction bancaire<br>Retraits de cartes bancaires (Flux)      |                              | Juin | 2014 | 20 284<br>589   | -0,6 %<br>4,8 %     | -3,7 %<br>-4,7 %   |

| INDICATEURS SECTORIELS  |  |  |          |      | Données brutes     | Variation mensuelle | Glissement annuel |
|---|--|--|----------|------|--------------------|---------------------|-------------------|
| <b>Trafic aéroportuaire</b><br>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe) | Nombre de passagers (hors transit)   |  | Mai      | 2014 | 141 639<br>886 677 | -18,5 %<br>-        | -4,9 %<br>3,0 %   |
| <b>Trafic maritime</b><br>(Source : Guadeloupe Port Caraïbe)    | Trafic net de marchandises (tonnes)<br>Nombre de passagers (entrées + sorties) |  | Mai      | 2014 | 265 421<br>64 833  | 6,5 %<br>-2,2 %     | -17,0 %<br>-3,5 % |
| <b>Fréquentation des hôtels classés</b><br>(Source : Insee)     | Nombre de nuitées<br>(en milliers)   |  | Décembre | 2013 | 99<br>1 036        | 22,2 %<br>-         | -5,7 %<br>-0,6 %  |
| <b>Immatriculations</b><br>(Source : Préfecture)                | Immatriculations de véhicules neufs  |  | Juin     | 2014 | 1 229<br>6 978     | 21,7 %<br>-         | 4,8 %<br>-2,8 %   |
| <b>Consommation de ciment</b><br>(Source : Ciments Antillais)   | Ventes de ciment (tonnes)  |  | Juin     | 2014 | 16 565<br>101 713  | 3,8 %<br>-          | -8,5 %<br>-9,7 %  |

# ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Publication : « Rapport annuel »

Comme chaque année, l'Iedom publie son **rapport annuel**. Cette monographie dresse un état des lieux global et sectoriel de l'économie guyanaise sur l'année passée. Le rapport annuel de l'Iedom peut être téléchargé gratuitement en ligne à l'adresse suivante : [www.iedom.fr/guyane/publications-67/rapports-annuels-92/](http://www.iedom.fr/guyane/publications-67/rapports-annuels-92/).



## Publication : « Tendances conjoncturelles »

Les indicateurs relatifs à l'investissement des entreprises évoluent dans l'ensemble à la baisse sur le premier trimestre de l'année. Les importations de biens d'équipement (-20,7 % CVS) et les créations d'entreprises (-7,1 %) se détériorent. Toutefois, les ventes de véhicules utilitaires sont en hausse (+4,8 %) après avoir été en retrait sur les trois derniers trimestres. Les prévisions d'investissement demeurent mal orientées. Néanmoins après un quatrième trimestre sensiblement dégradé, on constate un début de redressement pour les premiers mois de l'année 2014. Pour une majorité des secteurs, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise se redressent au premier trimestre, seules les prévisions relatives au commerce et à la construction sont défavorables.



## Publication : « Evolutions monétaires en Guyane »

L'activité bancaire du département s'inscrit en hausse sur les trois premiers mois de l'année 2014, avec une progression tant au niveau du financement de l'économie (+2,0 % sur le trimestre, soit 53,3 M€), portant l'encours sain de crédits à 2 687,1 M€, que pour la collecte d'épargne, avec des actifs financiers en hausse de 1,1 % sur le trimestre (soit +18,4 M€) pour s'établir à 1 677,1 M€.



## Publication : « Suivi des crédits aux entreprises au 31 mars 2014 »

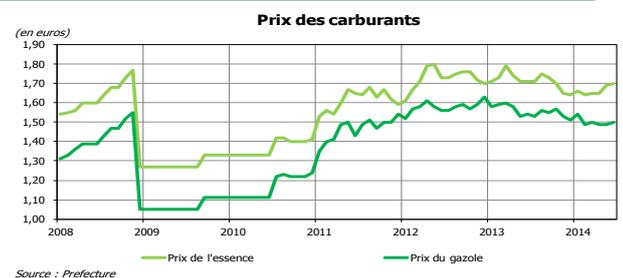
L'encours total des crédits aux entreprises en Guyane, en hausse sur le trimestre (+1,6 %) et sur l'année (+5,4 %), s'établit à 1 633,9 M€. Avec 1 456,3 M€, l'encours de crédits mobilisés progresse également sur le trimestre (+1,9 %), et sur un an (+5,7 %). Les encours de crédits mobilisables, correspondant à la part non consommée mais disponible de lignes de crédits confirmés, diminuent légèrement sur le trimestre (-0,9 %), mais augmentent de 2,3 % sur un an.



# BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

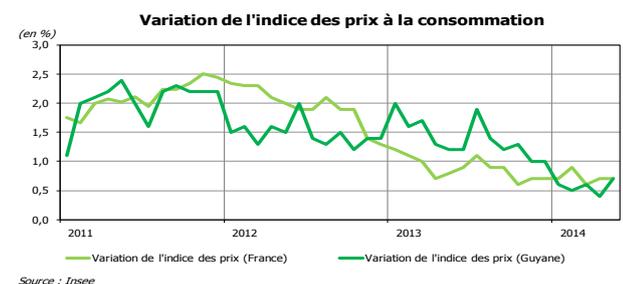
## Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014, le prix de la vente au détail des carburants à 1,74 €/litre pour l'essence (+4 centimes) et 1,52 €/litre pour le gazole (+2 centimes). Le prix de la bouteille de gaz est fixé à 21,80 €, contre 21,49 € en juin, soit une hausse de 31 centimes.



## Prix à la consommation

En mai 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en hausse de 0,2 % sur le mois. Cette hausse est liée à l'augmentation des prix des services (+0,1 %) et des produits manufacturés (+0,2 %). Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,7 %, en raison des variations constatées sur les prix de l'alimentation (+1,7 %) et des services (+0,8 %). D'un niveau similaire à celui constaté pour la France entière (+0,7 %), l'inflation en Guyane est supérieure aux valeurs observées à la Guadeloupe (+0,2 %), à La Réunion (+0,4 %) ainsi qu'à Mayotte (+0,5 %) et reste en dessous de celle constatée à la Martinique (+1,0 %).



## Visite ministérielle

La ministre des Outre-mer, Mme Georges Pau-Langevin, était en déplacement en Guyane du 3 au 5 juillet. Outre la pose de la première pierre du nouveau centre hospitalier de l'ouest guyanais (CHOG), la ministre a participé à l'inauguration du pôle mère-enfant au centre hospitalier Andrée-Rosemon. Elle a également signé la convention de labellisation de la commune d'Awala-Yalimapo comme ville d'art et d'histoire. Une rencontre organisée avec les pêcheurs guyanais a été l'occasion de rappeler la nécessité pour la filière d'être mieux structurée. Le pacte de responsabilité a été évoqué et la ministre a demandé à l'ensemble des partenaires de définir et de hiérarchiser les besoins. Lors de son précédent déplacement à La Réunion, elle a indiqué que les mesures de soutien aux entreprises et aux ménages, prévues dans le cadre de ce pacte, seront déclinées dans l'Outre-mer, notamment par un allègement des charges salariales et fiscales pour les entreprises et une augmentation du CICE de 50 %, soit un apport de 160 millions d'euros pour un montant total de 400 millions d'euros.

## Spatial

Le lanceur Soyuz, pour son huitième vol, a lancé avec succès, depuis le Centre spatial guyanais, une charge comprenant quatre satellites de télécommunications de la constellation O3b pour le compte de l'opérateur américain Network Limited, ayant pour objectif de fournir un accès internet très haut débit à bas prix aux habitants des pays du Sud. Un lancement similaire avait eu lieu le 25 juin 2013, et celui-ci vient donc compléter la constellation de satellites O3b, soit un total de huit satellites en orbite autour de la Terre et le long de l'Equateur, qui devient à présent pleinement opérationnelle.

Afin d'orienter favorablement l'avenir de la filière spatiale européenne face à la concurrence internationale, Airbus Group et Safran ont signé un accord pour la création d'une société commune détenue à parts égales, regroupant les systèmes de lanceurs d'Airbus, et de propulsion de Safran. Cette union doit être opérationnelle d'ici à la fin 2014 et permettrait une optimisation de l'organisation de la filière, de la conception en passant par le lancement et la commercialisation rendant ainsi la filière spatiale européenne plus compétitive. Elle devrait à terme intégrer Arianespace et certaines compétences liées aux lanceurs du Cnes. Ce projet prendra en charge le développement d'Ariane 5ME et d'Ariane 6 avec pour objectif de disposer d'un lanceur léger pouvant transporter des satellites de 4 tonnes et d'une version moyenne-lourde pour les charges allant jusqu'à 8 tonnes. Les choix techniques représenteraient une réduction plus importante du coût de la tonne en orbite, actuellement de 20 000 dollars le kilo pour Arianespace contre 10 000 dollars le kilo pour Space X (concurrent américain) en raison de la parité euro-dollar, et éviterait la construction d'un nouveau pas de tir à Kourou. L'économie générée s'élèverait à 1 milliard d'euros.

## ACTUALITES REGIONALES

---

### Coopération Cuba-Russie

En visite à Cuba, le 11 juillet 2014, le président russe, Vladimir Poutine a promulgué un accord visant à annuler 90 % de la dette contractée par l'île auprès de l'ex-URSS, soit près de 35 milliards de dollars. Cuba devra par la suite rembourser le reste sur dix ans (3,5 milliards de dollars) par des règlements placés sur des comptes dédiés afin d'être réinvestis par la Russie dans l'économie cubaine. Cet investissement se fera dans des projets à la fois cubains et russes, l'un de ces projets concerne la coopération dans le domaine pétrolier, en particulier dans la recherche et l'exploitation pétrolière dans le golfe du Mexique. Le second projet est également issu d'une coopération bilatérale entre les deux pays, concernant la création d'un important hub de transport près de La Havane. Par ailleurs ce déplacement a permis la vente d'appareils long courrier et d'hélicoptères. La Russie est le 9<sup>ème</sup> partenaire commercial de Cuba, loin derrière le trio de tête composé du Venezuela, de la Chine et de l'Espagne.

### Croissance et inflation au Brésil

Dans son dernier rapport trimestriel, la Banque centrale brésilienne a revu à la baisse à 1,6 % sa prévision de croissance du PIB pour cette année contre 2 % prévu en début d'année. Elle insiste sur le ralentissement du rythme de l'activité économique par rapport à 2013. L'enquête de l'Institut Monétaire brésilien réalisée auprès de 100 économistes, affiche une croissance plus limitée à 1,1 % pour cette année. Il est rappelé que la croissance du PIB du Brésil s'élevait à 2,7 % du PIB en 2011, 1 % en 2012 et à 2,5 % en 2013. Par ailleurs, la Banque Centrale prévoit une inflation à 6,4 % au cours des prochains trimestres, soit 0,1 point en dessous du seuil de tolérance fixé par le gouvernement. Ayant comme objectif final de ramener l'inflation à 4,5 %, elle prévoit néanmoins une hausse du niveau général des prix se situant encore à 5,7 % en 2015.

# SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

|                              |  | Sur le mois                                     | Indicateurs  | Données brutes  | Var. mensuelle CVS                    | Var. sur un an CVS | Sources                |                                  |
|------------------------------|--|---|--|-----------------|---------------------------------------|--------------------|------------------------|----------------------------------|
| INDICATEURS MACROECONOMIQUES | PRIX                                     | ↑   | Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac) | Mai-14          | 127,5                                 | [0,2%]             | [0,7 %]                | Insee                            |
|                              |  | ↑   | Prix administré du litre d'essence                           | Juil-14         | 1,74                                  | [2,4%]             | [1,8%]                 | Préfecture/Dicctce               |
|                              | MARCHE DU TRAVAIL<br>INDICATEURS SOCIAUX | ↓   | Demandeurs d'emploi (DEFM A)                                 | Mai-14          | 21 596                                | -[0,2%]            | [7,0%]                 | Pôle emploi                      |
|                              |  | ↓   | Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage              | Mai-14          | 7 931                                 | -[0,4%]            | -[3,0%]                | Pôle Emploi                      |
|                              |  | ↓   | Nombre de bénéficiaires du RSA (1)                           | Avr-14          | 16 718                                | -[1,9%]            | [6,8%]                 | Caf                              |
|                              | CONSOMMATION                             | ↑   | Prestations nettes versées (1)                               | Avr-14          | 9,4 M€                                | [0,5%]             | [12,4%]                | Caf                              |
|                              |  |   | Cumul  |                 | 37,6 M€                               |                    | [12,1%]                |                                  |
|                              |  | ↑   | Importations de biens de consommation (BC) (3)               | Mai-14          | 15,4 M€                               | 0,7%               | 8,5%                   | Douanes                          |
|                              | INVESTISSEMENT                           | ↑   | Cumul  |                 | 69,6 M€                               |                    | 6,0%                   |                                  |
|                              |  | ↑   | Ventes de véhicules neufs aux particuliers                   | Juin-14         | 354                                   | 4,7%               | -4,5%                  | Somafi                           |
|                              |  | Cumul   |  | 1 908           |                                       | 3,8%               |                        |                                  |
| COMMERCE EXTERIEUR           | ↑  | Importations de biens d'équipement (BE) (3)     | Mai-14   | 31,0 M€         | 0,1%                                  | -9,2%              | Douanes                |                                  |
|                              | ↓  | Cumul   |  | 184,8 M€        |                                       | -7,4%              |                        |                                  |
|                              | ↓  | Ventes de véhicules utilitaires                 | Juin-14  | 83              | -9,2%                                 | -26,9%             | Somafi                 |                                  |
|                              | Cumul                                    |   | 482  |                 | 4,6%                                  |                    |                        |                                  |
| SPATIAL                      | ↓  | Exportations (3)                                | Mai-14   | 6,4 M€          | -68,4%                                | -66,6%             | Douanes                |                                  |
|                              | ↓  | Importations (3)                                | Mai-14   | 99,6 M€         | -30,6%                                | -30,0%             | Douanes                |                                  |
|                              | Cumul                                    |   | 650,9 M€   |                 | -2,1%                                 |                    |                        |                                  |
| INDICATEURS SECTORIELS       | BTP                                      | ↓   | Tirs effectués   | Cumul à Juin-14 | 4 tirs (2 Ariane 5, 1 Soyouz, 1 Vega) |                    | 4 tirs à Juin-13       | Arianespace                      |
|                              |  | ↓   | Satellites lancés  | Cumul à Juin-14 | 6 satellites                          |                    | 9 satellites et 1 ATV* |                                  |
|                              | INDUSTRIE                                | ↓   | Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)             | Juin-14         | 6 657 tonnes                          | -6,2%              | -4,3%                  | Ciments guyanais                 |
|                              |  |   | Cumul  |                 | 43 539 tonnes                         |                    | -0,7%                  |                                  |
|                              |  | ↓   | Exportations d'or en volume (3)                              | Mai-14          | 90 kilos                              | -37,4%             | 17,5%                  | Douanes                          |
|                              |  | ↓   | Exportations d'or en valeur (3)                              | Mai-14          | 471 kilos                             | -41,3%             | 6,7%                   | Douanes                          |
|                              | AGRICULTURE<br>AGROALIMENTAIRE           | ↓   | Cours de l'once d'or   | Cumul           | 14,2 M€                               | -19,2%             | -19,2%                 | London Bullion Market Assoc./AFD |
|                              |  | ↑   | Grumes sorties de forêt                                      | Juin-14         | 1 278,48 \$                           | -[0,8%]            | -[4,8%]                | ONF                              |
|                              |  |   | Cumul  |                 | 74 878 m3                             |                    | 1,7%                   |                                  |
|                              | TOURISME                                 | ↑   | Exportations de crevettes (3)                                | Mai-14          | 21 tonnes                             | 25,6%              | 27,4%                  | Douanes                          |
| ↓                            |  | Exportations de poissons (3)                    | Cumul  | 147 tonnes      |                                       | -44,0%             |                        |                                  |
| ↓                            |  | Exportations de riz (2) (3)                     | Mai-14   | 47 tonnes       | -27,7%                                | -6,3%              | Douanes                |                                  |
|                              | Cumul                                    |   | 344 tonnes   |                 | 7,9%                                  |                    |                        |                                  |
| TOURISME                     | ↓  | Trafic de passagers (arrivées-départs-transits) | Mai-14   | 0 tonne         | n.s                                   | n.s                | Douanes                |                                  |
|                              | ↑  | Nombre de nuitées                               | Mai-14   | 14 tonnes       |                                       | n.s                |                        |                                  |
|                              | Cumul                                    |   | 332 000  |                 | -3,5%                                 |                    |                        |                                  |

[Données non CVS]

\*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

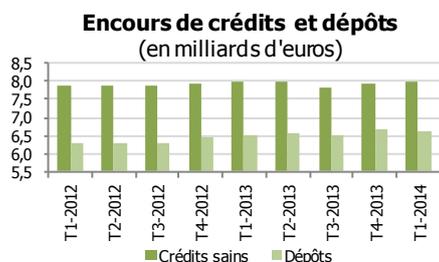
## ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Publications : parution du Rapport annuel 2013 pour la Martinique

L'IEDOM a publié l'édition 2014 de son rapport annuel pour la Martinique. L'année 2013 est caractérisée par une activité économique au ralenti. Le chômage poursuit sa progression et la consommation des ménages est peu vigoureuse. En ce qui concerne les entreprises, les intentions d'investissement restent en retrait, malgré une amélioration de l'indicateur du climat des affaires. Le [Rapport annuel](#) est disponible sur le site de l'IEDOM.



### Activité financière : ralentissement au 1<sup>er</sup> trimestre



Source : IEDOM

Au premier trimestre 2014, l'activité financière s'essouffle. L'encours sain des crédits progresse modestement (+0,8 %), tandis que les actifs financiers diminuent (-0,8 %). Les ménages épargnent (+0,3 %) et ont moins recours au crédit (-0,2 %). En ce qui concerne les entreprises, les dépôts ainsi que les crédits sont en baisse (-3,4 % et -0,4 %). L'encours des collectivités et des autres agents progresse (+0,7 % et +19,6 %), alors que les dépôts des autres agents sont en retrait (-4,7 %).

La publication [Evolutions monétaires](#) est disponible sur le site de l'IEDOM.

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Prix : inflation contenue, mais écarts de prix significatifs avec l'Hexagone

En juin 2014, l'INSEE a publié une étude sur l'évolution des prix à la consommation. Sur la période 1998-2013, l'inflation en Martinique est proche de celle de l'Hexagone. L'indice des prix à la consommation (IPC) en Martinique progresse en moyenne de 1,8 % par an sur cette période (contre 1,7 % en Métropole). Par ailleurs, l'étude met en exergue des écarts de prix entre la Martinique et la Métropole. En effet, en prenant comme référence le panier de consommation des ménages métropolitains, les prix pratiqués en Martinique sont supérieurs en moyenne de 16,9 % à ceux de la Métropole. Inversement, en prenant comme référence le panier de consommation des ménages martiniquais, les prix appliqués en Métropole sont inférieurs de 2,9 % à ceux de la Martinique. Ainsi, en moyenne, les prix pratiqués en Martinique sont plus élevés de 9,7 % que ceux de la Métropole.

### Formation professionnelle : habilitation de la Région Martinique

La loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale habilite la Région Martinique, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, à fixer des règles spécifiques lui permettant de créer un établissement public administratif. Selon l'article 21 de la loi, cet établissement sera chargé de la création et la gestion du service public régional de la formation professionnelle, ainsi que de l'organisation et de la coordination. Il doit également assurer l'animation et la professionnalisation des acteurs du secteur et rechercher l'articulation entre orientation, formation et emploi.

### Fonds européens : la Région Martinique, autorité de gestion

Le 3 juin 2014, le décret relatif à la gestion des fonds européens pour la période 2014-2020 a été publié, autorisant le transfert de l'ensemble ou d'une fraction de l'autorité de l'Etat vers les collectivités territoriales qui en font la demande. Ce texte concerne la gestion des fonds européens des Programmes opérationnels 2014-2020. Un délai de six mois est prévu entre la réception de la demande par le représentant de l'Etat compétent et le transfert de l'autorité de gestion. Ainsi, le Conseil régional de la Martinique deviendra autorité de gestion des fonds européens en janvier 2015.

### Industries agroalimentaires : déséquilibres marqués en Martinique

En juin 2014, l'INSEE a également publié [une étude sur les industries agroalimentaires \(IAA\) des Antilles en 2010](#) qui met en lumière certains déséquilibres. Malgré une hausse du nombre d'établissements en Martinique (639 établissements, soit +5,6 % par rapport à 2009), les IAA restent principalement localisées dans le centre de l'île. Le secteur boulangerie-pâtisserie-pâtes reste le plus représenté avec 58 % des établissements. Les différences hommes-femmes sont structurelles dans les IAA, les hommes étant plus nombreux (taux de féminisation de 27 %) et mieux rémunérés (une femme, cadre dans une IAA, gagne en moyenne 22 % de moins qu'un cadre). Des disparités sont également liées à l'âge : ainsi, 55 % des moins de 25 ans sont en contrat à durée déterminée (17 % des salariés pour l'ensemble) et les 55-64 ans sont peu nombreux (13 % des employés).

### Santé : rapport de la Cour des comptes sur la santé dans l'Outre-mer

Le 12 juin 2014, la Cour des comptes a publié son rapport « La santé dans les Outre-mer ». Si la Martinique se trouve dans une situation plus favorable que la majorité des autres DOM, avec un indice de développement humain de 0,81 en 2010, elle reste en retard par rapport à l'Hexagone. La Cour des comptes a détecté des « déserts médicaux » dans les zones rurales et une forte concentration de médecins dans le Centre et le Sud-ouest de la Martinique. Les dépenses hospitalières en Martinique sont les plus élevées de l'Outre-mer avec 1 581 euros par habitant, en 2012. Le rapport revient aussi sur le cas du chlordécone et constate que les plans d'actions interministériels ont été élaborés tardivement et que l'impact, l'étendue et le coût ne peuvent en être mesurés.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Coopération régionale : partenariat entre la Martinique et Sainte-Lucie

Le 2 juin 2014, un accord visant six secteurs d'activité a été signé entre la Martinique et Sainte-Lucie, afin de faciliter les échanges entre les deux îles. Les premiers dossiers en préparation traiteront de la coopération en matière de risques naturels et de changement climatique, ainsi que du développement touristique (projet multidestination permettant de découvrir les deux îles). Les dossiers suivants se rapporteront au développement des industries artistiques et culturelles, aux énergies renouvelables, à la coopération sanitaire et à l'amélioration des échanges commerciaux. La proximité des deux îles et la similitude des enjeux rencontrés dans les domaines économique, sanitaire et socioculturel ont encouragé la conclusion de ce partenariat.

### Tourisme : poursuite de l'embellie pour la Martinique au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

En 2013, la [Caribbean Tourism Organization](#) (CTO) a publié les chiffres des flux touristiques de la Caraïbe. Parmi les 24 destinations étudiées, la Caraïbe a accueilli 39 millions de touristes de séjour et de croisiéristes. Les Bahamas viennent en tête avec 6,1 millions de touristes de séjour et croisiéristes, et la Martinique est la dix-huitième destination avec 593 475 touristes de séjour et croisiéristes (soit 1,6 % des flux touristiques de la Caraïbe). Au premier trimestre 2014, la Caraïbe a accueilli 12,1 millions de touristes de séjour et croisiéristes, (soit -0,8 % par rapport au premier trimestre 2013). Avec 159 253 touristes de séjour (+5,1 % sur un an) et 101 956 croisiéristes (+69,8 % sur un an), la Martinique confirme au premier trimestre 2014 l'embellie de 2013.

### Chikungunya : réunion de crise de l'agence de santé publique de la Caraïbe

La dengue et le chikungunya sont deux maladies transmises par le moustique *Aedes Aegypti*, très répandu dans la Caraïbe. La hausse du nombre de cas touchés par ces deux virus inquiète les organismes chargés de la santé et du tourisme dans la région. Le 12 juin 2014, [l'Agence de la santé publique de la Caraïbe](#) (CARPHA) a organisé un colloque, afin de permettre un partage de connaissances entre les différents professionnels de la santé. Pour mémoire, en Martinique, de décembre 2013 à juin 2014, 36 515 cas suspects, probables ou confirmés de chikungunya ont été comptabilisés avec 12 décès, par la CARPHA. Les conséquences économiques pour les pays de la Caraïbe atteints par l'épidémie ne seront pas neutres comme ce fut le cas à La Réunion lors de l'épidémie de chikungunya de 2005-2006. La note réalisée par l'agence de La Réunion en mars 2006 est accessible sur le site de l'IEDOM :

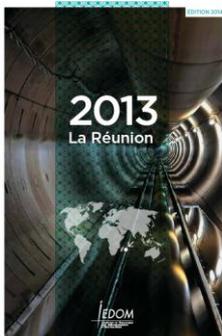
[http://www.iedom.fr/IMG/pdf/ne34\\_eclairage\\_impact\\_economique\\_epidemie\\_chikungunya\\_reunion\\_mesure\\_fin\\_mars\\_2006.pdf](http://www.iedom.fr/IMG/pdf/ne34_eclairage_impact_economique_epidemie_chikungunya_reunion_mesure_fin_mars_2006.pdf)

## PRINCIPAUX INDICATEURS

| INDICATEURS DE RÉFÉRENCE                             |  |                              | Données brutes | Variation mensuelle | Glissement annuel |
|--|--|------------------------------|----------------|---------------------|-------------------|
| <b>Prix</b><br>(source : INSEE)                      | Indice des prix à la consommation<br>(base 100 en 1998)    | - avril 2014                 | 130,7          | -0,1 %              | +0,8 %            |
| <b>Chômage</b><br>(source : DIECCTE)                 | Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)                     | - mai 2014                   | 43 919         | -1,5 %              | -1,1 %            |
| <b>Allocations chômage</b><br>(source : Pôle emploi) | Nombre d'allocataires de Pôle emploi                       | - mars 2014                  | 22 024         | +0,2 %              | +0,9 %            |
| <b>RSA</b><br>(source : CAF)                         | Nombre de bénéficiaires payés                              | - mai 2014                   | 41 931         | -1,6 %              | +24,8 %           |
| <b>Commerce extérieur</b><br>(source : Douanes)      | Importations (millions d'euros)                            | - mai 2014                   | 191,5          | -23,7 %             | -25,3 %           |
|  | Hors produits pétroliers                                   | - mai 2014                   | 146,0          | -13,5 %             | -7,3 %            |
|  | Exportations (millions d'euros)                            | - mai 2014                   | 44,8           | -5,8 %              | -19,7 %           |
|  | Hors produits pétroliers                                   | - mai 2014                   | 16,4           | -6,2 %              | -11,1 %           |
|  | Taux de couverture mensuel                                 | - mai 2014                   | 23,4 %         |                     | -8,0 pts          |
|  | Hors produits pétroliers                                   | - mai 2014                   | 11,2 %         |                     | +0,7 pts          |
| <b>Grande distribution</b><br>(source : DIECCTE)     | Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)     | - mai 2014<br>- cumul annuel | 48,5<br>231,4  | -0,7 %              | +6,3 %<br>+5,9 %  |
| <b>Vulnérabilité des ménages</b><br>(source : IEDOM) | Personnes physiques en interdiction bancaire               | - juin 2014                  | 16 598         | 0,0 %               | -3,9 %            |
|  | Retraits de cartes bancaires                               | - juin 2014                  | 4 829          | +1,4 %              | -3,4 %            |
| INDICATEURS SECTORIELS                               |  |                              | Données brutes | Variation mensuelle | Glissement annuel |
| <b>Trafic aéroportuaire</b><br>(source : CCIM)       | Nombre de passagers (hors transit)                         | - mai 2014                   | 118 384        | -20,0 %             | -3,2 %            |
|  |  | - cumul annuel               | 742 638        |                     | +4,6 %            |
| <b>Trafic maritime</b><br>(source : DD PAF)          | Nombre de croisiéristes                                    | - mai 2014                   | 3 358          | -67,0 %             |                   |
|  |  | - cumul annuel               | 137 675        |                     | +87,9 %           |
| <b>Construction</b><br>(source : Ciments Antillais)  | Ventes de ciment (tonnes)                                  | - mars 2014                  | 14 883         | +5,7 %              | -7,1 %            |
|  |  | - cumul annuel               | 43 407         |                     | -0,6 %            |
| <b>Immatriculations</b><br>(source : AAA)            | Véhicules particuliers neufs (VPN)                         | - juin 2014                  | 785            | +28,1 %             | -19,1 %           |
|  | Véhicules utilitaires neufs (VUN)                          | - juin 2014                  | 220            | +25,7 %             | +57,1 %           |
|  | Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs) |                              | 5 370          |                     | +1,1 %            |

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Publication du rapport annuel de l'IEDOM pour La Réunion



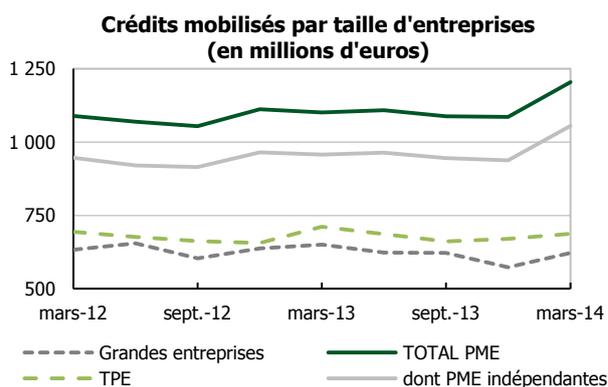
Le rapport annuel de l'IEDOM pour La Réunion portant sur l'année 2013 a été présenté lors de la conférence de presse organisée le 20 juin 2013 à l'agence de Saint Denis. Cette monographie analyse, dans un premier chapitre, les caractéristiques structurelles de La Réunion, puis dresse le panorama de l'économie réunionnaise à partir des principaux indicateurs économiques. Un troisième chapitre détaille les différents secteurs d'activité qui constituent l'économie locale, en soulignant leurs dynamiques et leurs problématiques propres. Enfin, l'évolution monétaire et financière locale fait l'objet d'un quatrième chapitre portant sur l'organisation du secteur, les grandes tendances de l'activité bancaire en termes d'encours de crédits et de collecte de dépôts et la situation financière des principales banques de la place.

Le rapport est disponible en téléchargement sur le [site de l'IEDOM](#).

### Hausse de la performance financière des banques locales en 2013

La situation agrégée des quatre principales banques locales de la place, qui représentent près de la moitié des encours de crédits, montre une rentabilité en hausse de 16,7 % en 2013 par rapport à l'année précédente, retrouvant ainsi le niveau atteint en 2008, avant l'éclatement de la crise financière. A l'inverse leur produit net bancaire (PNB), qui correspond à la marge brute dégagée par les activités bancaires, s'inscrit une nouvelle fois en baisse en 2013 (- 3,1 % après - 0,9 % en 2012). L'amélioration du résultat net s'explique par une forte baisse du coût du risque<sup>1</sup> supporté par les quatre principales banques locales. Il représente désormais 4 % du PNB contre 10 % en 2012 et 25 % en 2010. L'analyse du secteur bancaire réunionnais en 2013 est disponible dans le [rapport annuel de l'IEDOM](#).

### Hausse de l'encours total des crédits aux entreprises au 1<sup>er</sup> trimestre 2014



Source : Banque de France

A fin mars 2014, l'encours total des crédits aux entreprises réunionnaises déclarés au Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France atteint 9,3 milliards d'euros, en hausse de 2,1 % par rapport au trimestre précédent et de 5,0 % sur un an. Les crédits mobilisés, qui représentent 85 % du total, augmentent de 1,9 %. La progression toujours soutenue des crédits à court terme (+3,6 % sur le trimestre) est relativisée par celle plus contenue des crédits à moyen ou long terme (+1,1 %),

Les crédits octroyés aux grandes entreprises et aux PME progressent plus rapidement que ceux destinés aux TPE. Ils restent en revanche orientés à la baisse pour les holdings.

Le « Suivi des crédits aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

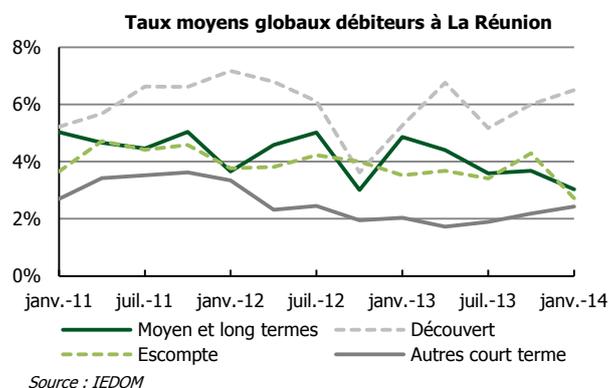
### Evolutions contrastées des taux moyens des crédits aux entreprises en janvier 2014

Le coût des crédits à moyen et long termes et de l'escompte baisse de manière sensible (respectivement - 64 points de base et - 157 pdb). Dans ces deux cas, des octrois portant sur des montants élevés, à des tarifs particulièrement négociés, expliquent l'essentiel de la baisse. Le coût des crédits à court terme non échancés progresse en revanche de 24 pdb, et celui des découverts de 50 pdb.

Une partie de l'écart significatif avec les taux appliqués en France métropolitaine s'explique par des effets de structure, notamment pour les découverts (361 pdb d'écart) et pour l'escompte (42 pdb). Le tissu d'entreprise à La Réunion est en effet composé majoritairement de TPE et PME indépendantes, qui ne bénéficient pas des mêmes conditions d'accès au crédit que les grandes entreprises.

Rappelons, par ailleurs, que les banques de la place font face à des contraintes supplémentaires telles que : coûts d'exploitation plus élevés, sinistralité plus importante, ou encore coûts de refinancement supérieurs. Toutes ces contraintes expliquent également l'écart de taux avec la métropole.

L'Info Financière « Coût du crédit aux entreprises à La Réunion » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).



Source : IEDOM

<sup>1</sup> Le coût du risque (net des intérêts sur créances douteuses) comprend le provisionnement en capital des créances ou des engagements de hors bilan douteux et litigieux, le provisionnement des risques pays et le provisionnement pour risques et charges.

## BRÈVES ÉCONOMIQUES

## LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

|   |  |             | Données brutes | Δ mois précédent | Glissement annuel |
|---|--|-------------|----------------|------------------|-------------------|
| <b>Prix</b><br>(Insee)                        | Indice général des prix à la conso. - La Réunion | Jun 2014    | 130,7          | + 0,2 %          | + 0,5 %           |
|   | IPC France entière                               |             | 128,1          | 0,0 %            | + 0,5 %           |
| <b>Octroi de mer</b><br>(Trésorerie générale) | Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)    | Mai 2014    | 23 383         | - 9,2 %          | + 24,9 %          |
|   | Cumul (milliers d'euros)                         |             | 118 608        | -                | + 6,7 %           |
| <b>Commerce extérieur</b><br>(Douanes)        | Importations (millions d'euros)                  | Avril 2014  | 393,3          | + 5,9 %          | + 2,0 %           |
|   | Cumul (millions d'euros)                         | Cumul Avril | 1 469,6        | -                | + 2,0 %           |
|   | Exportations (millions d'euros)                  | Avril 2014  | 25,8           | - 18,3 %         | - 2,2 %           |
|   | Cumul (millions d'euros)                         | Cumul Avril | 98,4           | -                | - 5,3 %           |
| <b>Demandeurs d'emploi</b><br>(DTEFP)         | Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS) | Mai 2014    | 134 860        | + 0,5 %          | - 0,1 %           |

## LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

|  |  |            | Données brutes | Δ mois précédent | Glissement annuel |
|--|--|------------|----------------|------------------|-------------------|
| <b>Trafic aéroportuaire</b><br>(CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)      | Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds | Mai 2014   | 166 790        | + 17,8 %         | - 2,2 %           |
|  | Cumul  | cumul Mai  | 787 815        | -                | - 2,2 %           |
| <b>Fréquentation des hôtels classés</b><br>(Insee)                         | Nombre de nuitées  | Mars 2013  | 65 700         | + 17,5 %         | - 10,7 %          |
|  | Cumul  | cumul Mars | 182 500        | -                | - 10,5 %          |
| <b>Construction</b><br>(Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP) | Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)                      | Mars 2014  | 4 374          | -                | - 10,5 %          |
|  | Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)                    | Mars 2014  | 53,2           | -                | - 21,3 %          |
|  | Effectifs salariés du BTP  | Mai 2014   | 15 943         | - 0,2 %          | + 1,5 %           |

Hausse de l'emploi dans le secteur privé au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

L'emploi dans le secteur privé progresse de 1,5 % (CVS) au premier trimestre 2014 par rapport quatrième trimestre 2013, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), tandis qu'il est stable au niveau national. Cette hausse est portée par l'intérim et les « autres services ». Par ailleurs, la masse salariale dans l'île progresse à un rythme supérieur à celui de la France entière : + 2,4 % à La Réunion (CVS), contre + 0,8 % au niveau national.

Baisse de l'indicateur conjoncturel de durée de chômage au 4<sup>e</sup> trimestre 2013

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2013, l'indicateur conjoncturel de durée de chômage<sup>2</sup> (ICDC) s'établit à 575 jours contre 408 au niveau national. Si la conjoncture économique du 4<sup>e</sup> trimestre se maintenait, un demandeur d'emploi resterait en moyenne inscrit environ 19 mois consécutifs à Pôle emploi (13 mois en France entière). La Réunion est la région où le délai d'attente est le plus long avant de trouver un emploi.

L'ICDC augmente de 1 jour par rapport au troisième trimestre 2013, contre 11 jours en France entière.

## Une population réunionnaise de plus en plus active mais en manque d'emplois

Les résultats du recensement de la population de l'Insee montre que la proportion de chômeurs dans la population active réunionnaise a beaucoup progressé entre 2006 et 2011, malgré une forte création d'emploi. Cette hausse s'explique par la croissance de la population et de l'augmentation des taux d'activité, notamment chez les femmes.

Certains secteurs d'activité sont plus touchés par la crise, notamment la construction et l'agriculture, tandis que les activités tertiaires ont mieux résisté. Les évolutions restent néanmoins très contrastées selon les régions. Ainsi, des emplois industriels disparaissent dans le Nord, tandis que d'autres se créent dans l'Ouest et le Sud.

L'étude est disponible le [site de l'Insee](#).

<sup>2</sup> L'indicateur conjoncturel de durée au chômage consiste à évaluer la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emploi qui y sont entrées au cours d'un trimestre donné et qui connaîtraient durant leur période de chômage les mêmes conditions du marché du travail que celles du trimestre considéré. L'ICDC de La Réunion ne comprend plus désormais les données de Mayotte, contrairement aux précédentes publications. Un ICDC spécifique pour Mayotte ne peut pas être proposé dans l'immédiat.

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

### Les émissions nettes

En juin 2014, les émissions nettes de billets ont augmenté de 12,9 millions d'euros, après +11,1 millions d'euros le mois précédent (soit une hausse de 1,8 million d'euros après un recul de 3,8 millions au mois de mai) pour s'établir à 766,8 millions d'euros. Cette hausse est plus prononcée en nombre avec une augmentation de 2,0 % des émissions nettes (contre +1,8 % le mois précédent). Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit donc à 14,0 millions à fin juin 2014 dont 72,2 % sont constitués par la coupure de 50 € (qui représente 65,8 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La croissance de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'est donc dépréciée de 10 centimes pour s'établir à 54,9 € au 30 juin 2014.

### Fort dynamisme des crédits aux entreprises au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

L'IEDOM Mayotte a publié le suivi des crédits aux entreprises au 31 mars 2014. Dans un contexte de nette dégradation du climat des affaires, cette étude révèle que le niveau d'encours global est fortement dynamique au premier trimestre (soit +12,2 %) pour atteindre 534,7 millions d'euros (+15,2 % en glissement annuel). Cette évolution s'explique par la forte hausse (+37,2 %) des crédits accordés aux petites et moyennes entreprises qui s'élèvent à 97,7 millions d'euros tandis que l'encours des grandes entreprises recule (-10,4 %) pour atteindre 118,2 millions d'euros. Sollicités par toutes les catégories d'agents, les crédits de moyen et long termes représentent 65,9 % des crédits totaux.

### Publication du rapport annuel 2013 et des Tendances conjoncturelles du 1<sup>er</sup> trimestre 2014

L'IEDOM vient de publier le rapport annuel 2013, édition 2014, ainsi que les Tendances conjoncturelles du premier trimestre 2014. Le rapport annuel est une monographie qui retrace la situation bancaire, économique, environnementale et sociale de Mayotte en 2013. Les Tendances conjoncturelles présentent, sous la forme de note de quatre pages, la situation conjoncturelle du Département à travers les résultats d'une enquête de conjoncture et l'analyse de données macro-économiques. Ces deux publications récentes sont disponibles sur le site des Instituts ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)).

## BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

### Stabilité des prix en mai

L'Indice des prix à la consommation (IPC) reste stable au mois de mai. La hausse des prix des services (+0,5 %) et de l'énergie (+0,1 %) est compensée par la baisse des prix des produits manufacturés (-0,4 %) et alimentaires (-0,1 %).

Sur les douze derniers mois, l'IPC croît de 0,7 % ; cette évolution est alimentée par l'augmentation des prix des services (+2,1 %) et des produits alimentaires (+1,8 %) mais atténuée par la diminution des prix de l'énergie (-2,1 %) et des produits manufacturés (-1,9 %).

### Inauguration de la ligne Dzaoudzi-Pemba par la compagnie EWA Air

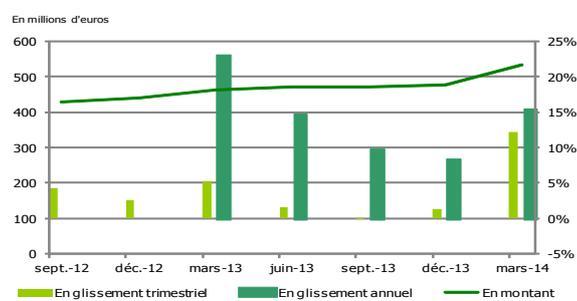
Le mardi 3 juin, une délégation composée du Directeur général d'EWA Air, d'acteurs économiques et d'élus (chambres consulaires et Conseil général) s'est envolée de Dzaoudzi vers Pemba au Mozambique pour inaugurer officiellement la ligne aérienne. Opérée en partenariat avec la compagnie mozambicaine *Linhas aéreas de Moçambique* (LAM), la liaison bénéficiera de deux rotations hebdomadaires. Avec la mise en place de la ligne Dzaoudzi-Pemba, EWA Air assure désormais l'intégralité des six destinations régionales qu'elle dessert au départ de Mayotte.

Émissions nettes cumulées de billets au 30 juin 2014  
(En millions d'euros)



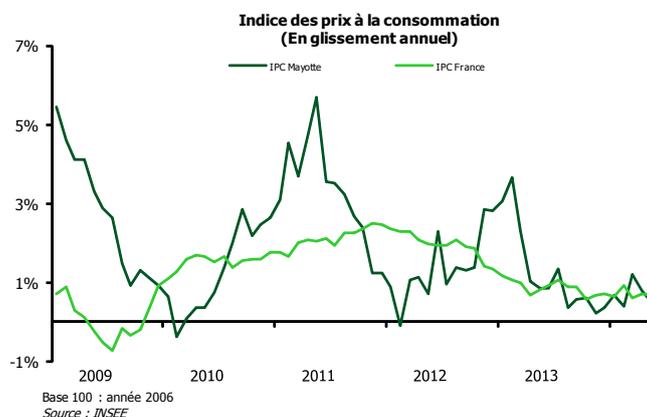
Source : IEDOM

Évolution des crédits totaux au 31 mars 2014  
(En millions d'euros)



Source : IEDOM

### Stabilité des prix en mai



Base 100 : année 2006  
Source : INSEE

## 2<sup>e</sup> forum des métiers de l'artisanat suivi du 2<sup>e</sup> forum de la formation professionnelle

Mayotte a accueilli le 2<sup>e</sup> forum des métiers de l'artisanat de l'océan Indien qui a débuté le 11 juin et s'est déroulé sur cinq jours. Les deux premiers jours ont été consacrés à un échange entre les participants à travers un colloque et la mise en place d'ateliers traitant de divers sujets tels que l'exportation des produits artisanaux. Une foire artisanale a ensuite été organisée les trois derniers jours avec la participation d'une soixantaine d'artisans venus des Comores, de Madagascar et de Mayotte.

Par ailleurs, le mardi 17 juin, s'est tenu le 2<sup>e</sup> forum de la formation professionnelle. Organisée par le Conseil général de Mayotte, qui a fait de la formation professionnelle l'une de ses priorités, l'initiative vise à apporter des solutions concrètes aux nombreux jeunes sortant du système scolaire sans formation ni diplôme. Selon les estimations du Conseil général, la problématique concernerait environ 4 000 jeunes tous les ans. En 2013, le Département a ainsi consacré 3,0 millions d'euros pour la formation professionnelle qui ont bénéficié à plus de 2 000 jeunes.

### Table ronde sur la commande publique

Devant les obstacles récurrents rencontrés à Mayotte pour exécuter la commande publique, la Fédération mahoraise du BTP (FMBTP) a pris l'initiative de réunir les acteurs économiques privés et publics le 18 juin 2014 autour d'une table ronde. L'objectif de cette rencontre était de trouver des solutions afin de relancer l'activité du secteur BTP. Si le constat diverge entre l'État, qui dresse un tableau où les chantiers en cours et à venir sont nombreux, et les entreprises, qui notent plutôt une baisse des réalisations, les acteurs s'accordent sur la lente exécution de la commande publique sur l'île, avec ses effets néfastes sur l'activité et les entreprises du BTP, fortement dépendantes de cette dernière. Ainsi, à l'issue de la réunion, il a été décidé de travailler à la mise en place d'une structure de concertation, de dialogue et de veille de la commande publique, dont les contours et modalités de fonctionnement seront définis ultérieurement. En attendant, le président de la FMBTP a demandé la réactivation de la cellule économique du BTP qui permettrait dans un premier temps une concertation régulière entre les différents acteurs de la filière.

## PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

| LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE                                  |  |            |         | Données brutes | Variation sur 1 mois | Variation sur 12 mois |
|---|--|------------|---------|----------------|----------------------|-----------------------|
| <b>Prix</b><br>(source : INSEE)                               | Indice général des prix à la consommation<br>base 100 en déc. 2006 |            | mai-14  | 117,8          | 0,0%                 | 0,5%                  |
| <b>Chômage</b><br>(source : Pôle Emploi)                      | Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A                       |            | avr.-14 | 9 215          | 7,6%                 | 24,2%                 |
| <b>Commerce extérieur</b><br>(Source : Douanes)               | Importations (en milliers d'euros)                                 | mensuelles | mars-14 | 40 558         | 32,3%                | 49,4%                 |
|   | (hors hydrocarbures)   | cumulées   | mars-14 | 106 323        | 61,7%                | 41,5%                 |
|   | Exportations (en milliers d'euros)                                 | mensuelles | mars-14 | 365            | -8,2%                | 59,8%                 |
|   |  | cumulées   | mars-14 | 970            | 60,4%                | 29,4%                 |
|   | Taux de couverture   | mensuel    | mars-14 | 0,90%          | -0,40 pt             | 0,06 pt               |
|   |  | cumulé     | mars-14 | 0,91%          | -0,01 pt             | -0,08 pt              |
| LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :                                     |  |            |         | Données brutes | Variation sur 1 mois | Variation sur 12 mois |
| <b>Trafic aéroportuaire</b><br>(Source : Aéroport de Mayotte) | Mouvements d'appareils <sup>(1)</sup>                              | mensuels   | avr.-14 | 459            | 14,5%                | 40,4%                 |
|   |  | cumulés    | avr.-14 | 1 647          | -                    | 1,2%                  |
|   | Nombre de passagers (arrivées+départs)                             | mensuels   | avr.-14 | 19 610         | -7,6%                | 4,6%                  |
|   |  | cumulés    | avr.-14 | 81 347         | -                    | 1,0%                  |
|   | Fret et envois postaux (en tonnes)                                 | mensuels   | avr.-14 | 20,5           | -24,5%               | -26,2%                |
|   | (départs)  | cumulés    | avr.-14 | 97,4           | -                    | -3,7%                 |
| <b>BTP</b><br>(Source : Douanes)                              | Importations de ciment <sup>(2)</sup> (en tonnes)                  | mensuelles | mars-14 | 654            | -93,5%               | -93,7%                |
|   |  | cumulées   | mars-14 | 10 722         | -                    | -48,0%                |
| <b>Electricité</b><br>(Source : EDM)                          | Nombre d'abonnés (cumul)   |            | mars-14 | 39 974         | 0,2%                 | 1,3%                  |
|   | Consommation <sup>(3)</sup> (en Mwh)                               | cumulée    | mars-14 | 68 182         | -                    | 1,0%                  |
| <b>Hydrocarbures</b><br>(Source : TOTAL)                      | Consommation (en milliers de litres)                               | mensuelle  | mars-14 | 10 164         | 11,7%                | 1,0%                  |
|   |  | cumulée    | mars-14 | 29 699         | -                    | 0,5%                  |
| <b>Automobile</b><br>(Source : Préfecture)                    | Immatriculations de véhicules neufs                                | mensuelles | déc.-13 | 218,0          | 26,0%                | 32,9%                 |
|   |  | cumulées   | déc.-13 | 2 365          | -                    | 6,7%                  |
|   | Immatriculations de véhicules d'occasion                           | mensuels   | déc.-13 | 712            | 16,3%                | 27,4%                 |
|   |  | cumulées   | déc.-13 | 8 825          | -                    | 5,9%                  |
| <b>Poissons d'élevage</b><br>(Source : Douanes)               | Exportations :   |            |         |                |                      |                       |
|   | - en tonnes  | mensuelles | mars-14 | 0,0            | -                    | -100,0%               |
|   |  | cumulées   | mars-14 | 0,0            | -                    | -100,0%               |
|   | - en milliers euros  | mensuelles | mars-14 | 0,0            | -                    | -100,0%               |
|   |  | cumulées   | mars-14 | 0,0            | -                    | -100,0%               |

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011 Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

## ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

---

### Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En mai 2014, le fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France a enregistré deux incidents de paiement sur chèques et un retrait de carte bancaire. Par ailleurs, l'archipel comptait huit personnes physiques en situation d'interdiction bancaire.

### Surendettement

Depuis sa dernière tenue en décembre 2013, sous la présidence du Préfet, la commission de surendettement de Saint-Pierre n'a pas enregistré de nouveau dossier.

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

---

### Législative partielle : Annick Girardin réélue députée au 1<sup>er</sup> tour à Saint-Pierre-et-Miquelon

La secrétaire d'État au développement et à la Francophonie Annick Girardin (PRG) a été réélue dimanche 29 juin députée de Saint-Pierre-et-Miquelon dès le premier tour de l'élection législative partielle avec 59,9 % des suffrages. Son principal rival, François Zimmermann (divers droite) recueille 33,84 % des voix. Loin derrière, le candidat du "rassemblement Bleu Marine" Roger Rode totalise 3,88 % des voix, et le candidat du Parti Pirate Pierre Magnin (2,37 %). Avec cette élection, Annick Girardin jouait son siège de député et son fauteuil de secrétaire d'Etat : elle avait annoncé sa démission du gouvernement si elle n'était pas réélue.

Cette législative partielle avait été provoquée suite à sa nomination au gouvernement en avril. Sa suppléante à l'Assemblée nationale avait en effet dû renoncer à la remplacer en raison de problèmes de santé. Annick Girardin s'est donc présentée à la législative partielle avec un nouveau suppléant, Stéphane Claireaux. À partir de la fin juillet, il remplacera donc Annick Girardin à l'Assemblée nationale, tant qu'elle sera au gouvernement.

### Arrivée du bâtiment hydrographique *Laplace*

Le bâtiment hydrographique *Laplace* a appareillé le 22 avril 2014 de France pour une traversée qui l'a conduit d'abord jusqu'aux Açores, pour arriver le 7 mai à Saint-Pierre-et-Miquelon. Il y restera jusqu'au 22 juillet, dans le cadre d'une mission destinée à mettre à jour les cartes marines des approches des ports de Saint-Pierre et de Miquelon, ainsi que des deux îles, les derniers relevés effectués par les Canadiens remontant à 1958. Une mission qui est, bien entendu, destinée à assurer la sécurité de la navigation autour de l'archipel. Les installations portuaires, les fermes aquacoles font aussi parties des centres d'intérêt traités, de même que le soutien aux politiques publiques maritimes.

### 1964-2014 : Air Saint-Pierre fête cette année ses cinquante ans

Cette société saint-pierraise fut créée le 6 mars 1964, soit quelques mois avant l'ouverture de l'aéroport de Saint-Pierre, alors situé à l'actuel quartier des Graves. C'est en 1965 qu'elle fera l'acquisition de son premier Aztec. La première ligne ouvrit en 1971 entre Saint-Pierre et Sydney en Nouvelle-Écosse. Suivront l'ouverture des lignes vers Miquelon et Halifax en 1979, vers Montréal en 1987 et enfin vers St John's en 1996. Air Saint-Pierre emploie aujourd'hui une quarantaine de personnes.

### Saint-Pierre-et-Miquelon / Pôle-Emploi

Le 31 mars dernier, le Député de l'Archipel a saisi par courrier Pôle Emploi afin de sensibiliser la direction parisienne à la problématique des demandeurs d'emploi locaux qui doivent s'absenter de l'Archipel dans le cadre d'évacuations sanitaires ou de démarches de recherche d'emploi, et qui peuvent être conduits à « consommer » très rapidement leur autorisation de 35 jours d'absences par année calendaire (à cause de l'isolement et des délais d'acheminement importants) et à perdre leurs droits aux allocations chômage.

## Saint-Pierre-et-Miquelon, si loin, si proche, de la France et du Canada

L'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon est toujours au centre d'une discorde entre la France et le Canada. Paris a récemment demandé à l'ONU une extension des limites maritimes autour de l'archipel pour "faire valoir ses droits" sur ce seul bout de France du continent nord-américain, ce que refuse Ottawa. Et pour cause, le sous-sol est potentiellement riche en hydrocarbures. Un conflit vieux de 20 ans dont l'issue reste incertaine. En effet, elle voudrait pouvoir étendre le plateau continental autour de Saint-Pierre-et-Miquelon, et par conséquent bénéficier d'une plus grande zone maritime au sud de l'archipel.

À la demande de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées et de la Délégation sénatoriale à l'outre-mer, le Sénat a également débattu le mercredi 18 juin sur les Zones Economiques Exclusives (ZEE) Ultramarines. Pour Madame Claireaux, Sénateur-Maire de Saint-Pierre-et-Miquelon, « La ZEE de Saint-Pierre-et-Miquelon avec son potentiel d'évolution représente des intérêts scientifiques, géostratégiques, économiques, environnementaux et sociaux de premier ordre. C'est un véritable atout pour l'archipel et ses habitants, mais aussi pour la France ».

## Sixième campagne de recherche de l'oiseau blanc

L'équipe de M. Bernard Decré (Président de l'association « À la recherche de l'oiseau blanc ») qui a commencé ses premières recherches avec la Marine Nationale en 2009 sans succès repart pour une sixième campagne avec des moyens techniques qui ont évolué. En ce qui concerne l'Oiseau Blanc, chaque jour apporte son lot d'indices, indices qui portent les recherches dans la zone entre l'Enfant Perdu et l'Ile aux Marins. Affaire à suivre...

## Retournement de tendance : dépréciation de l'euro face au dollar canadien

Après une phase de dépréciation de la devise canadienne face à l'euro observée depuis le second semestre 2012, la tendance s'inverse avec une dépréciation de l'euro face au dollar canadien. Le taux de change de l'euro, évolue de -4,2 % entre le 1<sup>er</sup> mars 2014 et le 1<sup>er</sup> juin 2014. Il évolue de 6,7 % sur un an.

Il s'établit ainsi à 1,4589 CAN/EUR au 1<sup>er</sup> juin 2014 contre 1,5190 CAN/EUR au 1<sup>er</sup> mars 2014.

**Taux de change du dollar canadien pour un euro**



Source: banque-France.fr

**LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE**

**Prix**

(Source : Préfecture)

|  | Données brutes | Δ % trimestre précédent | Glissement annuel |
|--|----------------|-------------------------|-------------------|
| Prix à la <b>consommation</b> – 1 <sup>er</sup> trimestre 2014 | -              | -0,5 %                  | +0,11 %           |

**Emploi**

(Source : DCSTEP)

|   | Données brutes | Δ % mois précédent | Glissement annuel |
|---|----------------|--------------------|-------------------|
| <b>Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A)</b>              |                |                    |                   |
| Mars 2014 :   | 369            | -4,2%              | -6,1%             |
| <b>Nombre de demandeurs d'emploi (toutes catégories)</b>        |                |                    |                   |
| Mars 2014 :   | 528            | 8,2%               | ND                |
| <b>Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés</b> |                |                    |                   |
| Mars 2014 :   | ND             | ND                 | ND                |
| Nombre de <b>bénéficiaires</b> - fin mai 2014 :                 | 41             | 0,0%               | -12,8%            |
| Nombre de <b>personnes à charge</b> - fin mai 2014 :            | 82             | 0,0%               | 5,1%              |
| <b>Importations (milliers d'euros)</b>                          |                |                    |                   |
| Mai 2014 :  | 9 375          | 27,7%              | 37,4%             |
| Cumul annuel :  | 34 359         | n-s                | -29,3%            |
| <b>Exportations (milliers d'euros)</b>                          |                |                    |                   |
| Mai 2014 :  | 565            | 730,9%             | 1007,8%           |
| Cumul annuel :  | 755            | n-s                | 64,1%             |
| <b>Déficit commercial (milliers d'euros)</b>                    |                |                    |                   |
| Mai 2014 :  | -8 810         | 21,1%              | 30,1%             |
| Cumul annuel  | -33 604        | -63,2%             | -30,2%            |

**RSA**

(Source : CPS)

**Commerce extérieur**

(Source : Douanes)

**LES SECTEURS D'ACTIVITÉ**

**Pêche Artisanale**

(Source : Pôle Maritime)

**Pêche Industrielle**

(Source : Pôle Maritime)

**Trafic aéroportuaire** Aéroport de Saint-Pierre

(Source : Aviation civile)

|   | Données brutes | Δ % trimestre précédent | Glissement annuel |
|---|----------------|-------------------------|-------------------|
| <b>Débarquements</b> (en tonnes)                |                |                         |                   |
| 1er trimestre 2014                              | 16             | -95,5%                  | -88,1%            |
| <b>Débarquements</b> (en tonnes)                |                |                         |                   |
| 1er trimestre 2014                              | 908            | 118,8%                  | 42,3%             |
| <b>Nombre de passagers</b> (arrivées + départs) |                |                         |                   |
| Mars 2014 :                                     | 2 990          | 28,3%                   | 27,9%             |
| Cumul annuel :                                  | 7 928          | n-s                     | 18,4%             |
| <b>Mouvements d'avions</b>                      |                |                         |                   |
| Mars 2014 :                                     | 194            | 0,5%                    | 7,8%              |
| Cumul annuel :                                  | 547            | n-s                     | 8,1%              |
| <b>Fret</b> (en tonnes)                         |                |                         |                   |
| Mars 2014 :                                     | 7 658          | -5,6%                   | -8,0%             |
| Cumul annuel :                                  | 19 480         | n-s                     | -32,6%            |

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

|  | taux   | date d'effet |
|--|--------|--------------|
| Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème | 0,15%  | 11/06/2014   |
| Taux de la facilité de prêt marginal   | 0,40%  | 11/06/2014   |
| Taux de la facilité de dépôt   | -0,10% | 11/06/2013   |

| Taux d'intérêt légal |      |       | Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13) |                  |       |       |       |       |
|----------------------|------|-------|--|------------------|-------|-------|-------|-------|
| ANNEE                | 2014 | 0,04% | JO du 06/02/14                                     | Livret A et bleu | LDD   | LEP   | PEL*  | CEL*  |
| ANNEE                | 2013 | 0,04% | JO du 01/03/13                                     | 1,25%            | 1,25% | 1,75% | 2,50% | 0,75% |

\* hors prime d'Etat

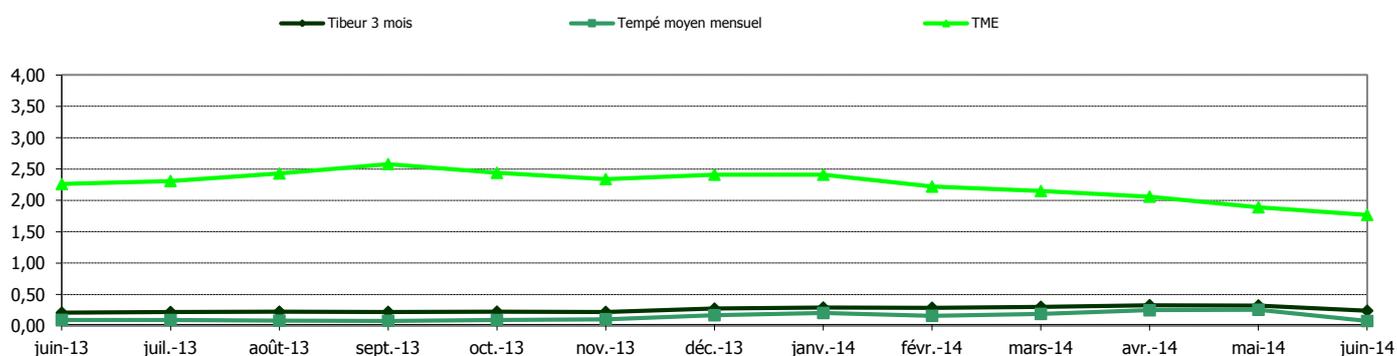
| Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)        |         |         |         | TIBEUR (juin 2014)                              |         |         |         |
|---|---------|---------|---------|---|---------|---------|---------|
| Mars  | Avril   | Mai     | Juin    | 1 mois  | 3 mois  | 6 mois  | 1 an    |
| 0,1907%   | 0,2488% | 0,2564% | 0,0775% | 0,1520%   | 0,2410% | 0,3330% | 0,5120% |
| Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) |         |         |         | Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO) |         |         |         |
| Mars  | Avril   | Mai     | Juin    | Mars  | Avril   | Mai     | Juin    |
| 2,15%   | 2,06%   | 1,89%   | 1,77%   | 2,35%   | 2,26%   | 2,09%   | 1,97%   |

### Taux de l'usure (seuils applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2014)

| Crédits aux particuliers                                    | Seuils de l'usure | Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale  | Seuils de l'usure        |
|---|-------------------|--|--------------------------|
| <b>Prêts immobiliers</b>                                    |                   |  |                          |
| Prêts à taux fixe   | 5,11%             | Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament   | 7,83%                    |
| Prêts à taux variable                                       | 4,71%             | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable   | 3,91%                    |
| Prêts-relais  | 5,27%             | Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe   | 4,71%                    |
| <b>Autres prêts</b>   |                   | Découverts en compte (1)   | 13,33%                   |
| Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros                  | 20,35%            | Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans   | 4,07%                    |
| Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros | 14,81%            | <b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b> | <b>Seuils de l'usure</b> |
| Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros                  | 9,79%             | Découverts en compte (1)   | 13,33%                   |

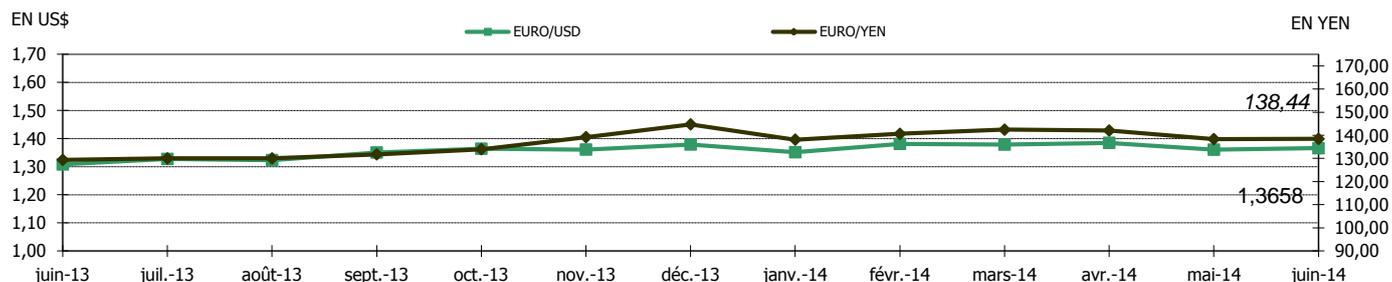
(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

### Taux des marchés monétaires et obligataires



| Taux de change (dernier cours fin de mois) |           |                              |           |
|--|-----------|------------------------------|-----------|
| EURO/USD (Etats-Unis)                      | 1,3658    | EURO/ZAR (Afrique du sud)    | 14,4597   |
| EURO/JPY (Japon)                           | 138,4400  | EURO/BWP (Botswana)          | 12,0398   |
| EURO/CAD (Canada)                          | 1,4589    | EURO/SCR (Seychelles)        | 16,5738   |
| EURO/GBP (Grande-Bretagne)                 | 0,8015    | EURO/MUR (Maurice)           | 41,3413   |
| EURO/SGD (Singapour)                       | 1,7047    | EURO/BRL (Brésil)            | 3,0002    |
| EURO/HKD (Hong-Kong)                       | 10,5858   | EURO/VEF (Vénézuéla)         | 8,6134    |
| EURO/MGA (Madagascar)                      | 3226,0492 | EURO/XCD (Dominique)         | 3,6961    |
|  |           | EURO/SRD (Surinam)           | 4,5174    |
|  |           | EURO/ANG (Ant. Néerl.)       | 2,451     |
|  |           | EURO/DOP (Rép. Dom.)         | 59,5068   |
|  |           | EURO/BBB (La Barbade)        | 2,7386    |
|  |           | EURO/TTD (Trinité et Tobago) | 8,8083    |
|  |           | EURO/XPF (COM Pacifique)     | 119,33170 |
|  |           | EURO/FC (Comores)            | 491,96775 |

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

|                 |             |              |              |             |             |
|-----------------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| <b>1 EURO =</b> | 40,3399 BEF | 6,55957 FRF  | 40,3399 LUF  | 200,482 PTE | 15,6466 EEK |
|                 | 1,95583 DEM | 0,787564 IEP | 2,20371 NLG  | 5,94573 FIM |             |
|                 | 166,386 ESP | 1936,27 ITL  | 13,7603 ATS  | 340,750 GRD |             |
|                 | 239,640 SIT | 0,585274 CYP | 0,429300 MTL | 30,1260 SKK |             |

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 18 juillet 2014 - Dépôt légal : juillet 2014 - ISSN 1284-4438